



## Mettre en place un observatoire permanent pour votre contrat de ville 2024-2030

Par Hervé Guéry, gérant et directeur d'études au Compas

Le champ de l'observation reste à défricher dans le cadre du suivi des politiques publiques. Pour les professionnels en charge de la mise en œuvre de ces politiques, l'observation est souvent considérée comme liée à la seule information statistique et aux seuls indicateurs chiffrés. Il est important de s'interroger sur ces représentations et de repositionner la place de l'observation dans le cadre du suivi des dispositifs, de l'analyse des dynamiques territoriales et dans l'évaluation des politiques publiques. En particulier dans le cadre de la politique de la ville. En effet les besoins de connaissance liés à l'usage du droit commun dans les quartiers prioritaires nécessitent encore plus aujourd'hui qu'hier le développement de l'observation territoriale.

Beaucoup reste à faire en matière de connaissance des territoires. Le débat public national, lui, est ponctué par quelques chiffres, du taux de chômage à celui de la croissance du PIB en passant par l'ampleur du déficit.

**Pourtant, les politiques publiques gagneraient à être construites à partir d'une meilleure connaissance des données territoriales. La politique de la ville en est l'illustration parfaite.**

Les travaux menés par le Compas auprès de plusieurs centaines de collectivités<sup>1</sup> montrent comment la démarche d'observation permet de dévoiler des situations que les acteurs locaux n'avaient pas imaginées. Il n'en demeure pas moins que **nous devons nous interroger sur la faiblesse de nos systèmes d'observation, que ce soit dans le cadre de la politique de la ville comme pour l'ensemble des politiques publiques locales.** Comment expliquer la défiance qui persiste vis-à-vis de ces systèmes, qui, pour certains, seraient trop réducteurs pour

1/ Telles que Dijon Métropole, Nouvelle-Aquitaine, Quimper Bretagne Occidentale, ...

comprendre la situation sociale, alors que - bien au contraire - l'observation est au service de l'ouverture sur des enjeux jusque-là non encore perçus ? Est-ce la peur d'une démarche trop quantifiée dans un domaine où la perception et le ressenti doivent dominer ? Est-ce la peur de ce que l'observation pourrait montrer ? Est-ce la crainte d'une analyse réductrice par la donnée ? Il faut en tous cas répondre à ces interrogations.

### L'observation : une approche parmi d'autres

Dans les quartiers de la politique de la ville comme ailleurs, l'observation ne doit pas être réduite à la seule dimension du chiffre et surtout du chiffre qui décrit. Elle se fonde sur un matériau divers, qui peut être chiffré mais aussi lié à des enquêtes, des approches qualitatives et surtout sur la confrontation des analyses : pas seulement l'analyse partagée entre acteurs des dispositifs mais aussi l'analyse confrontée (l'analyse contradictoire).

**L'indicateur chiffré n'est jamais suffisant.** Il peut parfois poser le cadre (indicateurs de contexte) mais il doit aussi nous permettre d'explorer le champ de nos représentations transformées en certitudes. L'observation doit aussi servir pour questionner.

A l'heure du développement des « Data », l'accès aux données se développe. L'Insee<sup>2</sup> notamment met à notre disposition des bases de données locales extrêmement riches. Le recensement [2] offre, année après année, une quantité de données impressionnante. Par les fichiers détails individus et logements [3] nous pouvons enfin mieux comprendre les fonctionnements des ménages, créer des indicateurs à façon, territorialisés, qui permettent d'appréhender les dynamiques et de mieux approcher les modes de vie des habitants. L'accès via l'ANCT<sup>3</sup> et l'Insee aux sources de données de l'Education National [4] a permis de faire un bond exceptionnel dans l'appréhension des parcours scolaires des adolescents et des jeunes des quartiers. A partir de ces indicateurs il est possible d'interroger l'orientation fin de troisième et l'importance des stages pour les jeunes scolarisés en lycée professionnel selon la profession des parents.

Face à la profusion de données en libre-accès, **l'enjeu est non seulement celui d'obtenir de la donnée pertinente mais aussi celui de lui donner du sens.** Il est essentiel d'une part de maîtriser ces sources de données et leurs contenus, et d'autre part de développer des espaces d'échanges qui permettent de construire les indicateurs pertinents. Ainsi par exemple, les dernières données mises à notre disposition sur la pauvreté au niveau local (des centaines de milliers de chiffres pour des centaines d'indicateurs dans le fichier Filosofi par exemple [5]) peuvent donner le tournis. Le travail d'un observatoire doit consister à montrer en quoi ces données peuvent éclairer les orientations et choix politiques des élus et des acteurs locaux. Pour cela, il faut aussi bien maîtriser les politiques publiques, ressentir les enjeux, les questionnements sur le présent et l'avenir. L'observation ne peut pas être réservée aux statisticiens, elle doit rester avant tout un travail de dialogues et d'échanges entre spécialistes de la donnée et spécialistes des politiques publiques. Ce travail doit être partagé avec les élus, les professionnels et experts

2/ Insee = Institut national de la statistique et des études économiques

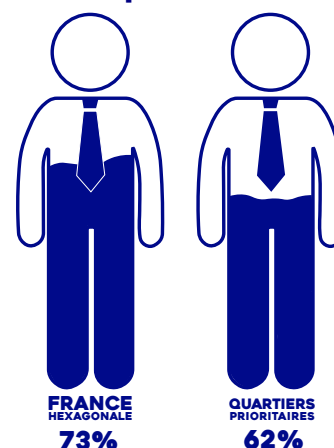
3/ ANCT = Agence Nationale de la Cohésion des Territoires

locaux en charge de la mise en œuvre de la politique publique au niveau des territoires. En ce sens, l'observation est un continuel aller/retour entre construction d'indicateurs et analyse qualitative. Les deux doivent se nourrir respectivement et s'enrichir.

Ainsi par exemple, le fichier détail du recensement de la population de l'Insee permet de comparer à un niveau infra-communal de multiples périodes (2009 et 2020 sachant que la donnée 2020 s'appuie sur les collectes de données comprises entre 2018 et 2022). L'évolution des indicateurs des quartiers prioritaires peut être lue au regard de celle de l'ensemble de l'EPCI. Ainsi, l'analyse des dynamiques permettra de mieux comprendre ce qui s'est passé entre l'amont des contrats de ville et la fin de ceux-ci. La dernière photographie nous permettra aussi d'isoler les enjeux propres à un territoire déterminé. A partir de ces éléments, nous pouvons développer des analyses fines sur des indicateurs originaux, par exemple sur la mesure de la mixité sociale, la fragilité des enfants ou le lien entre immigration et déclassement social.

### Part des revenus liée à l'emploi salarié dans le revenu disponible

*La majorité des QPV ont une forte dépendance à l'activité salariée (la part des revenus liée à l'emploi salarié dans le revenu disponible), comme pour l'ensemble de la France hexagonale*



*Cet indicateur sur la structure des revenus permet de modifier l'image des territoires. Il est très valorisant pour les quartiers et leurs habitants.*

*Il montre aussi qu'il est essentiel pour l'économie de ces quartiers et de ses habitants, de positionner l'accès à l'emploi comme la première des priorités.*

*Les actions menées avec la Mission locale, France Travail, les dispositifs d'aide à l'entrée en emploi (actions de formation, emplois aidés, ...) sont essentielles et doivent être priorisées sur ces territoires.*

## Nourrir le débat démocratique de la cité

Le faible usage des données disponibles au service de la connaissance des réalités humaines, sociales, économiques des territoires renforce fortement le recours à une expertise fondée sur les représentations personnelles des acteurs [6]. Cette forme d'expertise paraît souvent satisfaisante. Le champ de connaissance de l' élu est légitimé par le mandat qu'il a reçu de manière démocratique par les habitants. Les professionnels doivent appliquer la loi et les politiques publiques à partir des acquis liés à leurs formations, à leurs expériences professionnelles et aux échanges qu'ils peuvent avoir dans leur environnement. Les adaptations des politiques publiques sont par conséquent réalisées avec ces légitimités.

**L'observation sociale bouscule ces pratiques, car elle apporte une forme d'interrogation et d'interpellation qui peut parfois aller à l'encontre des ressentis et les certitudes des uns et des autres.** Si l'indicateur ne dit pas tout, il a le mérite de donner le même poids à tous les individus, ce qui ne sera pas le cas dans des analyses influencées par le discours de personnes y faisant référence. Dès lors, l'observation peut apporter cette confrontation avec les représentations sans prétendre être plus fiable.

Interpeller nos modèles de représentation est la force de l'observation aujourd'hui, sans avoir pour volonté de les détruire mais bien au contraire permettre de mieux les questionner si nécessaire. L'observation peut apporter aux élus les arguments, les interrogations nécessaires quant à l'effet des politiques actuelles et sur les politiques à développer. Sans avoir la prétention « d'objectiver » les réalités (les données ont leurs propres failles), l'observation est une source de réflexion qui ne doit pas être ignorée comme c'est trop souvent le cas actuellement.

Ainsi, combien de maires peuvent-ils dire, par exemple, ce que représente la « classe moyenne » sur leur territoire ou le niveau de vie médian par unité de consommation des ménages de leur commune ? Et pourtant, ce sont des outils nécessaires quand il y a délibération sur les quotients familiaux pour la tarification des services publics municipaux. Dans le cadre de la politique de la ville, ce besoin est encore renforcé par l'application à un sous-ensemble

de territoire particulier : le quartier. L'analyse des écarts entre ces territoires et les autres n'est que rarement réalisée localement.

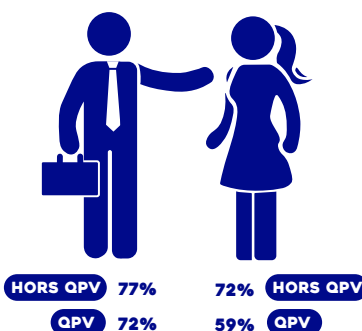
Dès lors, la prise de conscience de l'importance des politiques de quartiers n'est pas toujours là et la légitimité des politiques publiques peut être remise en question. Il y a des pauvres partout après tout, pourquoi intervenir prioritairement sur les pauvres des seuls quartiers de la politique de la ville ? La donnée pour expliquer cette situation est actuellement disponible. **L'analyse de l'effet quartier permet de travailler sur les particularités des indicateurs pour les habitants des quartiers prioritaires au regard des personnes qui vivent sur d'autres territoires.** Mais ces indicateurs ne sont pas partagés ou s'ils le sont, ils ne sont pas expliqués. L'observation, c'est non seulement de la capitalisation de données, mais c'est avant tout un travail pédagogique afin de contribuer aux prises de conscience et donc à la qualité du débat entre partenaires, acteurs ou avec les habitants. Année après année, le socle d'indicateurs s'élargit, les analyses se renforcent et les acteurs se forment à l'observation. Souhaitons que son développement puisse contribuer à alimenter les échanges publics en apportant des éclairages complémentaires.

### Taux d'activité des 15-64 ans

*Les femmes ont très fréquemment un taux d'activité qui baisse dans les quartiers de la politique de la ville, alors qu'il progresse dans les autres territoires.*

*En 25 ans, l'écart s'est creusé de façon très nette. La progression de la formation des jeunes femmes n'a donc plus pour effet d'élever les taux d'activité. Les acteurs de l'emploi et de la politique de la ville doivent s'interroger sur les causes de cette situation. La progression de la monoparentalité et les faibles niveaux de vie expliquent-ils cette évolution ?*

*Le découragement face aux mauvaises conditions d'emploi ne peut-il, lui aussi, être l'une des raisons, de même que l'ensemble des freins à l'emploi classiques tels que la mobilité, les modes de garde, les injonctions contradictoire entre la parentalité et l'emploi, ... ?*



## Une observation citoyenne

La politique de la ville a mis en œuvre des « conseils citoyens ».

Les membres de ces conseils doivent aussi parvenir à maîtriser les enjeux des territoires sur lesquels ils vivent au regard des autres territoires qui les entourent et être « observateurs » de l'évolution du quartier dans lequel ils vivent, veilleurs des réalités sociales, humaines, économiques, etc.

Pour cela, ils doivent participer au choix et à la construction des indicateurs. Pour parvenir à les rendre acteurs de la veille locale, l'observation doit intégrer les éléments qui peuvent être recueillis par les habitants et les membres des conseils citoyens.

Ces derniers peuvent collecter un matériau d'observation unique à partir d'enquêtes ou de recueils de paroles des autres habitants du territoire. Il est essentiel que les membres du conseil citoyen soient acteurs dans l'évolution des politiques publiques locales et pas seulement écoutants.

Le Compas construit des outils méthodologiques au service des membres des conseils citoyens destinés à recueillir une parole d'habitants et construire un baromètre du « bien-être » local.

Cette démarche suivie dans le temps doit permettre aux représentants des citoyens d'avoir leur propre expertise et un regard évaluatif sur l'évolution de leur territoire.

Un questionnaire passé chaque semestre auprès d'habitants, de professionnels qui travaillent sur le territoire (médecins, enseignants, postiers, conducteurs de bus, travailleurs sociaux, éducateurs, ...) peut permettre de mesurer les tendances, les évolutions et hiérarchiser les enjeux à traiter.

### Diplôme de haut niveau de formation (Bac+2 et plus)

**Femmes**  
Hors QPV : 32%  
QPV : 19%



**Hommes**  
Hors QPV : 30%  
QPV : 14%

*Le niveau de formation des jeunes femmes est plus important que celui des jeunes hommes. Pour l'ensemble du territoire, plus le niveau de formation des femmes est important, plus le taux d'activité des femmes progresse.*

*Or, dans les quartiers, les écarts entre les taux d'activité féminin et masculin restent importants. De plus, la qualité de l'emploi n'est pas très bonne pour les femmes (beaucoup de temps partiels et peu d'emplois à durée indéterminée).*

*Ce qui s'observe à l'extérieur des quartiers ne s'observe pas dans les QPV. Cet indicateur renforce la nécessité de travailler fortement sur l'insertion professionnelle des femmes et notamment les plus jeunes.*

La construction par les habitants de leurs propres matériaux d'observation, la confrontation de celui-ci avec les indicateurs construits par le système d'observation local, permet de redonner une place centrale aux habitants et surtout un positionnement qui n'est plus dépendant des élus ou des professionnels de la ville.

Cette approche qualitative (que nous appelons les « veilleurs ») permet de renforcer la qualité de l'observation statistique, interpelle les données collectées et les complète.



## Quelles politiques de droit commun locales ?

Nombre de décideurs, mais aussi d'habitants, ont le sentiment que les quartiers de la politique de la ville bénéficient de très nombreuses aides, d'attentions que n'auraient pas les autres quartiers. L'analyse territorialisée des dépenses publiques (y compris locales) est rendue nécessaire par l'évaluation de la politique de la ville. Il s'agit, ici, de ce qui est appelé « l'usage du droit commun ». L'observatoire local doit y prendre toute sa place par l'évaluation particulière des actions mises en œuvre sur l'ensemble de la ville par la collectivité communale ou intercommunale. Ainsi, il est essentiel que les actions menées par les communes et les EPCI dans les domaines de l'éducation, du sport, du loisir, de la mobilité, de la culture, de la prévention, soient territorialisées. Là encore, le chiffre n'est pas et ne sera pas vérité en lui-même, mais il doit permettre d'accompagner l'argumentation et l'analyse.

Les politiques de tarification utilisant le quotient familial se sont fortement développées en affichant une position de principe fondée sur l'équité pour « apporter plus à ceux qui ont le moins » en faisant varier les prix en fonction des niveaux de vie.

Dépense-t-on vraiment plus pour les plus pauvres ? De nombreuses analyses réalisées par Le Compas au niveau local révèlent des effets plus complexes que ceux qui seraient intuitivement attendus. En effet, le non-recours aux services locaux est beaucoup plus fort dans les quartiers de la politique de la ville que dans les autres quartiers.

Une personne qui ne consomme pas ne coûte rien. Or, même une personne qui est au quotient le plus fort coûtera à la collectivité plus qu'il ne paiera car il est interdit à une collectivité de faire payer plus que le coût réel de la prestation.

Dès lors, par l'analyse croisée de l'usage, de la tarification, du coût des prestations et du non-recours, les résultats peuvent être inversés au regard de ce qui était initialement attendu. L'observatoire local doit intégrer ces démarches afin de permettre non pas uniquement pour modifier les pratiques ou pour combler les écarts d'usages mais aussi d'interroger des représentations que peuvent avoir bien des citoyens dans les autres quartiers. Cette réflexion a fait l'objet du Compas zOOM précédent, n°28 de juin 2023 [7].

## Une observation au service de l'évaluation

Dans le domaine de l'évaluation des politiques publiques, l'observation est souvent perçue comme un passage obligé consistant à rassembler quelques indicateurs, qui ainsi déclinés n'ont aucun intérêt. Elle apparaît comme inutile à une démarche plus « noble », qui irait au-delà de chiffres qui ne paraissent pas significatifs. Mais, pour que l'évaluation soit « noble », il faut pourtant qu'elle puisse s'appuyer sur des observations solides. Elle a tout à y gagner.

La démarche d'observation, ainsi que cela a été précisé plus haut, permet de poser des questions, d'interroger les dispositifs mais aussi de mesurer les dynamiques par sa reproduction dans le temps. Dès lors, elle doit être source de questionnements de l'évaluation dans la recherche de la valeur ajoutée de la politique de la ville.

Dans la construction des indicateurs, l'observation permet au même titre que l'évaluation de mieux préciser les attendus des politiques publiques. Retenons de la commission nationale d'évaluation du RMI en 1989 son intitulé : « observer, analyser, proposer ». L'observation est bien une partie intégrante de l'évaluation.

## Quelle méthode utiliser ?

Il est nécessaire que les communes ou les intercommunalités concernées par la politique de la ville mettent en œuvre des démarches de connaissance des réalités territoriales pour permettre d'adapter le mieux possible les politiques publiques qui sont déclinées dans ces quartiers et ailleurs. L'observation comporte une petite part de gestion d'une connaissance statistique mais surtout une grande part de débats, d'échanges afin d'améliorer la qualité des décisions.

La méthode doit consister, **dans un premier temps**, à regrouper le matériau disponible, à mettre en place des espaces de restitutions des premières analyses (en les déclinant depuis l'ensemble des quartiers des villes, et pas seulement des quartiers de la politique de la ville jusqu'au niveau de la commune, de l'intercommunalité, du département, de la région et du niveau national).

**Dans un second temps**, sur la base de ces documents, des temps d'analyse partagée doivent être développés avec des méthodes adaptées selon qu'il s'agit de travailler avec les élus, avec des professionnels ou des habitants, via notamment les conseils citoyens. Ces travaux doivent permettre de questionner les indicateurs choisis en les faisant évoluer, pour alimenter de nouvelles productions incluant bien évidemment les mises à jour. Cette démarche contribuera ainsi à l'évaluation concomitante de la politique de la ville, dont l'observation constitue un pilier.

**Enfin, en dernière étape**, il s'agit de travailler à des méthodes destinées à restituer l'analyse produite. La présentation orale est essentielle afin de permettre à l'observation d'être levier de prises de conscience et in fine d'actions.

Avec ces documents, des temps d'analyses  
partagées doivent être développés  
avec des méthodes adaptées



## Quelles sont les attentes des acteurs de la politique de la ville ?

Depuis 1990, le Compas intervient dans le cadre de l'organisation des données au service de la politique de la ville. Ces interventions nous ont permis de cerner les attentes des pilotes de la politique de la ville. En voici quelques unes :

- «Consacrer du temps à l'analyse des données plutôt qu'à leur collecte». Ils sont donc à la recherche **d'une information organisée et facilement accessible**.

- Ils notent aussi le besoin de **se comparer, soit dans le temps** (l'expression « nous ne voulons pas une photographie, mais un film » revient fréquemment), **soit dans l'espace** (« comment cela se passe ailleurs, dans des QPV qui nous sont proches ou dans d'autres intercommunalités ou communes ? »).
- Ils souhaitent disposer de données faciles à expliquer avec des représentations accessibles (cartographie notamment, mais aussi graphiques) : **pédagogie dans la communication des données**. Le besoin de communication vers les différents acteurs

de la politique de la ville qu'il s'agisse des associatifs, des élu.e.s (et en particulier ceux qui ne pilotent pas la politique de la ville), les professionnels des services des collectivités ou de l'Etat, ... est très fort. Il faut donc produire des documents lisibles.

- Le souhait d'**avoir un outil de veille**, qui puisse alerter quand les données arrivent sur des évolutions récentes pour disposer des données les plus récentes possibles.
- **La confrontation entre le quantitatif et le qualitatif** : « comment utiliser les données pour animer des temps de réflexion où les acteurs peuvent venir avec leurs observations ? ». « La donnée doit aussi modifier le regard qui est porté sur les habitants ou encore sur les quartiers prioritaires. »
- Il y a aussi le besoin de **formation** : « nous souhaiterions être formés à l'observation et à la compréhension du pouvoir explicatif des indicateurs »
- La **confrontation entre données liées à la programmation ou données liées au droit commun** est aussi fréquemment demandée, « pour prendre de la hauteur ou donner de la profondeur aux indicateurs liés aux actions financées ».
- Enfin, il y a toujours la notion de coût : « il ne faut pas que cela coûte trop cher ! ».

Il y a aussi des **contradictions** dans la demande des acteurs : « Nous ne voulons pas trop de données, on a peur de l'usine à gaz » et paradoxalement « Nous aimerions trouver cette information ... ». **Trop ou pas assez de données ?**

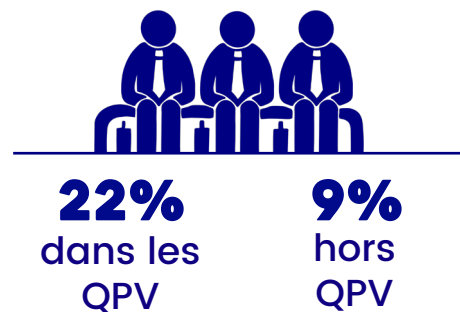
De même dans les **paradoxes**, il y a pour beaucoup de territoires le souhait d'**avoir un outil clé en main** et pour d'autres d'**avoir une démarche entièrement paramétrable**.

Pour certaines collectivités, le souhait est d'**avoir des documents déjà structurés**, pour d'autres il faut pouvoir construire soi-même ses outils de communication, voire même pour certains professionnels l'envie de construire soi-même ses requêtes pour créer ses indicateurs ou ses nouveaux territoires (pour comparer des quartiers prioritaires avec des quartiers qui peuvent être fragiles sans pour autant appartenir à la géographie prioritaire).

Depuis que nous vous accompagnons, nous ne cessons d'innover pour vous faciliter le quotidien. C'est en ce sens que pour cette nouvelle génération de contrats de ville nous avons créé Hublot, l'espace ressources dédié à l'observation de vos quartiers.

### Part de chômeurs parmi les hauts niveaux de formations (Bac+2 et plus)

Exemple sur la commune de Tours :



Ce sont dans ces quartiers que le « déclassement » est le plus important.

Dans les quartiers de la politique de la ville, la question des personnes ayant un diplôme et se trouvant soit au chômage, soit dans des emplois ne nécessitant pas ce niveau de diplôme est très prégnante pour les habitants. « A quoi cela sert-il de faire des études ? ».

L'impact sur les plus jeunes est très fort et devient une explication de l'échec scolaire. Il est donc important de maîtriser les indicateurs sur le déclassement et de pouvoir ainsi travailler à l'insertion professionnelle et à la mobilité des jeunes concernés.

## Conclusion

La multiplication des données disponibles est une opportunité pour mieux piloter les politiques publiques locales. L'observation est nécessaire afin de rendre lisible cette masse de données qui semble déferler sur nos territoires et laisser plus de flou que de lisibilité.

Créer un observatoire des quartiers prioritaires installé dans la durée permet de rendre accessible une connaissance nécessaire dans le pilotage des politiques publiques, de structurer l'information au sein des différentes thématiques de la politique de la ville, d'adapter rapidement les interventions au regard de l'évolution des réalités sociales et d'accompagner une évaluation concomitante de ces politiques.

Par conséquent l'observatoire est au service du pilotage du contrat de ville.

L'observation est donc un outil au service de la gouvernance des territoires avec un seul objectif, celui d'améliorer le bien être des habitants.

Par Hervé Guéry,  
gérant et directeur d'études au Compas



# L'Observatoire Politique de la Ville

Un outil clé en main qui s'adapte à vos besoins  
durant toute la durée de votre nouveau contrat de ville



*Le Compas vous accompagne pour mieux connaître vos QPV et les enjeux qui les traversent aujourd'hui, évaluer les réalisations passées et construire les orientations futures.*

***Nous structurons l'information, l'analyse et les pistes d'actions, vous pilotez !***

## **Des rapports d'observation riches, synthétiques et communicants :**

- Un diagnostic complet (environ 200 pages) restitué par un.e professionnel.le du Compas.
- Les lettres de l'Observatoire : une gamme de documents synthétiques (4 pages) sur les principaux enjeux de vos contrats de ville, communicables auprès des services et de vos habitants.

## **Une l'analyse de vos données locales :**

- L'animation de temps de travail : croiser l'analyse statistique avec les retours d'expériences des professionnels, des élus et des habitants.
- L'analyse du droit commun : mesurer l'utilisation des services publics locaux par les habitants des QPV.
- L'enquête des veilleurs : impliquer les habitants et les professionnels des quartiers afin de mesurer l'évolution des besoins et des réponses dans les QPV.
- L'analyse de la programmation et le suivi d'indicateurs des actions financées par le contrat de ville (évaluation).

## **Des indicateurs innovants et inédits pour mieux observer les enjeux de vos quartiers prioritaires :**

Nous réalisons pour vous le recueil, l'organisation, la comparaison et le suivi dans le temps des données issues de l'ANCT, des fichiers détails de l'Insee grâce à notre méthode d'approche à l'iris et d'autres sources de données. Les indicateurs ©Compas vous permettant d'observer les nouveaux enjeux des contrats de ville : le développement économique local, les discriminations d'accès à l'emploi, les parcours résidentiels, la réussite scolaire, la participation à la vie citoyenne, l'émancipation des femmes, le vieillissement de la population, la transition écologique, les fractures numériques et bien d'autres.

## **L'espace ressources **hublot** mis à votre disposition pour gérer votre Observatoire**



Cet espace en ligne vous permettra d'accéder à la base enrichie d'indicateurs développés par le Compas ainsi qu'aux documents produits dans le cadre de l'Observatoire (diagnostic, lettres...). Vous pourrez également créer vous-même vos tableaux de bords d'indicateurs et documents thématiques. Vous y trouverez également les dernières actualités et informations utiles au suivi de votre contrat de ville : les indicateurs et publications ©Compas (Compas Zoom, posts LinkedIn, webinaires...).

**Créer gratuitement votre accès  
Découverte en cliquant ici !**



Suivez-nous sur LinkedIn et/ou via la newsletter pour suivre notre actualité :



[www.lecompas.fr](http://www.lecompas.fr)

Ce Compas Zoom a été écrit à partir d'une précédente publication du Compas diffusée en novembre 2015 [1]. Les modifications permettent d'intégrer les évolutions tant dans la disponibilité des données ou leurs besoins que dans les enjeux liés à la politique de la ville. La signature des contrats de ville 2024-2030 offre l'opportunité de développer des outils de suivi afin d'accompagner le pilotage et de permettre une évaluation concomitante tout au long du contrat.

#### Références :

- [1] Compas Etude «Quelle observation sociale pour la politique de la ville», n°17 - novembre 2015 : [en ligne](#)
- [2] Les résultats des recensements de la population, Insee - date de publication 28/12/2023 : [en ligne](#)
- [3] Logements, individus, activité, mobilités scolaires et professionnelles, migrations résidentielles en 2020 - Recensement de la population, Insee - date de parution 24/10/2023 : [en ligne](#)
- [4] Données sur les quartiers de la politique de la ville (QPV) Insee - date de parution 20/12/2023 : [en ligne](#)
- [5] Structure et distribution des revenus, inégalité des niveaux de vie en 2020 - Dispositif Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) - Insee - date de parution : 23/01/2023
- [6] Rapport sur la culture statistique des Français : constats, enjeux et perspectives, Insee, IGésr, Igac - 31/05/2023 : [en ligne](#)
- [7] Compas z00m «La mesure du non-recours aux politiques publiques locales par les habitants des quartiers de la politique de la ville», n°28 - 5 juin 2023 : [en ligne](#)

Publication du bureau d'études Compas, expert des politiques sociales dans les territoires

ISSN : 2267-9103

Directeur de la publication : Hervé Guéry

Auteur du n°29 : Hervé Guéry

Ont participé à ce numéro : Hugo Botton, Lucrèce Fauchard, Samuel Fouquet, Sandy Morice

Le **compas** vous accompagne tout au long de votre contrat de ville 2024-2030

Pour accompagner cette nouvelle génération de contrats de ville, le Compas a conçu l'observation clé en main.

**hublot**<sup>Q</sup>

L'espace ressources dédié à l'observation de vos quartiers

Scanner-moi !



## Nous contacter :

[contact@compas-tis.com](mailto:contact@compas-tis.com)

Tél. : 02 51 80 69 80

Nantes - Paris - Strasbourg

## Nous suivre :



@Compas

**compas**

[www.lecompas.fr](http://www.lecompas.fr)